

RUSSIE/UKRAINE – 6 décembre 2018

Emil Kurbedinov, arrêté

L'avocat des tartares de Crimée, en Crimée occupée arrêté en vertu de la loi russe sur "l'extrémisme"



Emil Kurbedinov a été arrêté alors qu'il se rendait de son domicile à son bureau et a été transféré au ministère de l'Intérieur de la Crimée et de Sébastopol. Il est accusé d'avoir enfreint l'article 20.3 du Code administratif de la Fédération de Russie - diffusion publique sur sa page Facebook d'un symbole appartenant à une organisation «extrémiste». Il encourt jusqu'à 15 jours de prison et une amende pouvant aller jusqu'à 2 000 roubles. Il est actuellement en attente de son procès devant le tribunal de district de Kievskiy de Simferopol.

Il lui est reproché une publication sur Facebook en 2013 contenant une photo du rassemblement organisé par Simferopol du «Hizb ut-Tahrir», une organisation religieuse interdite en Russie (mais légale en Ukraine), où des drapeaux prétendument liés à l'organisation étaient arborés. Le 26 janvier 2017, Emil Kurbedinov avait déjà été jugé pour avoir affiché le même contenu, bien que sur un autre site de réseau social, Vkontakte, et avait purgé une peine de dix jours de prison pour ces mêmes accusations.

Un mois plus tôt, jour pour jour, 6 novembre 2018, M. Kurbedinov a reçu un avertissement au sujet de "la prévention d'activités extrémistes" dans son bureau à Simferopol, en Crimée. un représentant du parquet de Crimée et trois hommes cagoulés lui ont lu puis remis une notification constituant un avertissement « sur le caractère inadmissible de l' (sic). extrémisme ».

Emil Kurbedinov, spécialisé dans la défense des droits de l'Homme, est l'avocat du *Mejlis*, l'Assemblée des Tatars de Crimée. Depuis l'occupation de la Crimée par la Fédération de Russie, il a participé activement à la défense des Tatars de Crimée, qui sont devenus l'une des principales cibles des autorités, ainsi que des activistes de la société civile et des journalistes. Emil Kurbedinov a prêté son concours en tant qu'avocat en intervenant lors de perquisitions dans les foyers des activistes. Il a également attiré l'attention sur les violations des droits de l'homme en Crimée par la voie des médias sociaux, de conférences internationales et de rapports devant les organes internationaux des droits de l'homme.

Vera Durant-Faber pour OBSAV